

Débat sur l'avenir de la Snecma

(suite)

Après les contributions de Y. Dimicoli, M. Dauba, G. Cailloux, J.-L. Cailloux dans les précédents numéros, une nouvelle contribution à ce sujet de Julien Villecrose

La SNECMA, société nationale, s'est développé jusqu'à devenir un des premiers mondiaux avec des avancées sociales importantes, mais dans un système capitaliste monopoliste d'Etat au profit de Dassault et Matra par transfert de plus value. C'est dans ce cadre que des coopérations se développent sur des projets communs avec des sociétés concurrentes privées nationales et internationales.

Dans les années quatre-vingt, face à la crise, les grands groupes recherchent la rentabilité financière, les gouvernements poussent comme à la SNECMA à la rentabilisation des fonds publics. Avec le désengagement de l'Etat, elle est amenée à s'endetter sur le marché pour faire face à ses besoins croissants en recherche-développement ou à pratiquer elle-même, des fusions-acquisitions ; les « coopérations » s'abâtardissent avec le risque de dominations ou sont sujettes à opérations financières.

En 2001, fait nouveau, il y a refus de toute nouvelle coopération avec la SNECMA, au profit de prises de capitaux, et General Electric le plus puissant voulant maîtriser le marché européen. Pour la SNECMA, que faire pour faire face et continuer à se développer dans cette mondialisation capitaliste qui s'accélère ? Où trouver les financements nécessaires incontournables ?

Ses fonds propres, même s'ils sont importants n'y suffiront pas, et son endettement monte.

Si elle reste propriété d'Etat, ses caractéristiques de secteur public s'effacent au profit d'un système d'économie mixte où la maîtrise « publique » s'affaiblit, et où l'Etat n'est plus capable de fait de faire face, vu la croissance des coûts de recherche-développement. Obtenir une politique de crédit plus favorable, ne sera pas suffisant. Et peut-on vraiment obtenir de réelles « coopérations » internationales de partage de coûts devant leur refus ?

Un statu-quo amènerait privatisation et dépeçage. Comment y échapper et créer les conditions de sa survie en relançant son développement ?

La cession de 25% de capital est bien la seule solution possible la moins risquée ; elle évite le pire et donne du champ au plan social et politique, comme cela a été fait à Air France sans privatisation, en affirmant mieux que des grandes compagnies privées, grâce à une mixité porteuse d'une maîtrise publique, un développement des forces productives humaines et matérielles. Ce n'est pas une lutte public/privé, mais c'est une lutte de classe par l'intervention des salariés jusqu'à pousser à des décisions sur une gestion d'efficacité sociale et économique, non la pérennisation d'une SNECMA étatisée au service du capital s'éloignant de son rôle « public ». C'est lutter pour une appropriation sociale dans une perspective communiste, en s'appuyant sur ce qui est porteur d'avenir dans les luttes d'hier.

La tendance à la récession du secteur aérien après le 11 septembre met en avant la solidité des solutions choisies



de mixité contrôlée, pour réaliser un pôle européen devenu encore plus nécessaire.

Ce champ de luttes nouveau peut permettre des avancées, où un personnel actuellement majoritairement favorable à la prise de capital partielle, (comme hier à Air France), peut prendre mieux conscience de son devenir et de ses capacités nouvelles d'action. Et dès maintenant, en affirmant l'intervention des personnels, engager un débat démocratique avec le gouvernement pour préciser et faire valoir ses positions dans une mise en œuvre positive de ces projets, contre toute privatisation larvée social-libérale.

D'une manière plus générale, c'est bien contre ce capitalisme de mondialisation aux formes nouvelles qu'il faut agir. S'appuyer sur des propositions anciennes qui ont eu leur vertu, en s'accrochant à une pratique qui ne colle plus au réel d'aujourd'hui, n'est pas « révolutionnaire ». Transformer le capitalisme en un moloch qui s'identifie au « mal », c'est faire fi des immenses possibilités humaines que recèle le capitalisme dans ses nouvelles contradictions, dans les fractures sociales, économiques et politiques qu'il cause lui-même pour la survie de son système au travers de sa mondialisation, c'est passer à côté de solutions inédites et ouvertes possibles.

Il y a lieu de dépasser des positions déterministes qui n'intègrent pas toutes les possibilités contradictoires que recèlent le mouvement réel de ce qui naît, loin de toute causalité directe et absolue. ■